



L'économie française semble à l'abri d'un effet direct de la crise grecque

[03/05/10] 2 commentaire(s)

Les économistes jugent que les déboires de la Grèce, petit partenaire commercial de la France, ont, pour l'heure, peu d'impact sur l'activité dans l'Hexagone.

Sur le même sujet

➔ Des précédents montrent qu'une réduction drastique des déficits publics est possible

➔ « Les mesures d'austérité grecques sont ambitieuses et beaucoup plus réalistes que les précédentes »

La France n'est pas la Grèce. Le gouvernement ne cesse de le marteler à mesure que le scénario d'un risque de contagion de la crise grecque à d'autres pays de la zone euro se propage. « *Nous sommes une signature solide et c'est durable* », indiquait le ministre du Budget, François Baroin, jeudi dernier sur RTL. Balayant « *tout risque de voir la note abaissée* », il notait même que la France était devenu « *l'une des signatures refuges* ».

Si la capacité de la France à rembourser ses échéances à des taux avantageux n'est pas dans l'oeil du cyclone, faut-il tout de même craindre d'autres effets de la crise grecque sur l'économie ? « *Pour l'instant, il n'y a pas d'impact macroéconomique direct* », juge Benjamin Carton, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Le canal de transmission de la crise le plus direct est celui des échanges commerciaux. « *La Grèce faisait déjà partie des pays européens où la récession risquait de durer en 2010 et les mesures budgétaires pour réduire les déficits vont encore l'amplifier, entraînant une poussée des défaillances d'entreprises, une baisse du pouvoir d'achat et donc une pression à la baisse sur les importations* », explique Yves Zlotowski, économiste en chef de l'assureur-crédit Coface. Mais la Grèce n'est qu'un petit partenaire de la France : le montant des exportations hexagonales dépassait à peine les 3 milliards d'euros l'an dernier, ce qui représente moins de 1 % des ventes globales à l'étranger. En revanche, les déboires de la Grèce font baisser l'euro, ce qui est une bonne nouvelle pour la compétitivité des entreprises hexagonales : dans une récente enquête de l'Insee, les chefs d'entreprise interrogés considéraient que « *la compétitivité des industries françaises s'est améliorée début 2010, notamment sur le marché hors de l'Union européenne* ».

Le scénario d'une contagion

Une autre possibilité beaucoup plus dangereuse de contagion pourrait se faire par les banques. D'après la Banque des règlements internationaux (BRI), les établissements français sont en Europe les plus exposés à la Grèce avec un montant estimé à 75,12 milliards de dollars (57 milliards d'euros). « *Plus que ce montant, c'est leur capacité à absorber d'éventuelles provisions qui compte* », indique Benjamin Carton. Or, depuis Lehman Brothers, le bilan des banques s'est nettement redressé. « *Je ne crois pas du tout à un scénario de défaut de paiement de la Grèce ni même au rééchelonnement de sa dette, qui mettraient certaines banques françaises sous pression, avec des conséquences sur l'accès au crédit du secteur privé* », estime Christian de Boissieu, professeur d'économie à Paris-I. Un jugement renforcé à court terme par le plan d'aide européen.

En l'état donc, l'impact des déboires de la Grèce paraît donc faible, voire inexistant. Mais « *le scénario d'une contagion à d'autres pays plus grands, comme le Portugal, l'Espagne voire l'Italie changerait la donne et aurait un impact récessif sur l'ensemble des pays européens* », prévient Benjamin Carton. Après l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne sont en effet les deux principaux clients des produits français, comptant chacun pour environ 8 % de nos exportations. Et l'Italie est un investisseur important en France. « *Le pire des scénarios serait de revenir à l'eurosclérose, comme les deux années de marasme qui ont suivi la récession de 1993* », ajoute-t-il.

F. S., Les Echos



2 commentaire(s)
Réagir à cet article

Tous droits réservés - Les Echos 2010